

LES LEADERS DE PARTI 6/6

Les leaders et présidents de parti font leur rentrée politique dans « Le Soir ».
En prélude à la longue séquence électorale qui s'annonce : communales le 14 octobre, législatives le 26 mai.
Chacun donne le ton de sa campagne.

« Il faut un projet fort pour le pays, sans N-VA et sans PS »

► Benoît Lutgen fustige le « jeu des alliances », tout en précisant : « Il n'y a pas de fatalité N-VA. » Pas davantage de « fatalité » PS.
► Surtout, il met en garde : « Je n'ai jamais cru que j'allais vivre ça, que je verrais un tel basculement dans le populisme et le rejet de l'autre. Ce qui se passe en Europe, ça donne froid dans le dos. »

ENTRETIEN

Benoît Lutgen prend de la hauteur mais n'oublie pas de rendre les coups. Il refuse le discours dominant sur les alliances mais n'a pas moins son idée sur la question (ni PS ni N-VA). Les mauvais sondages ? C'est son « gri-gri ». Revenons « à l'essentiel », insistait-il. La lutte contre les populismes...

Olivier Chastel comme Elio Di Rupo ont successivement affiché leur préférence en termes d'alliances... Le président du MR veut repartir avec les mêmes, au fédéral et en Wallonie, avec le CDH en l'occurrence.

Bon, la politique, c'est pas « Koh Lanta » ! Le jeu des alliances, c'est ça la nouvelle culture politique ? Il y a quand même le choix de ce que l'on appelle les « électeurs », non ? Les coalitions se formeront ensuite. En 2014, qui aurait pu dire qu'on aurait droit à une suédoise ? Non, l'essentiel, c'est le programme, les priorités.

Soit. Citez quelques-unes de ces priorités, principales selon vous.

Les soins de santé : il y a un décrochage dans une partie de la population, moins de remboursements de médicaments et de soins, la politique du gouvernement fédéral est inacceptable.

La sécurité : voyez le bel aveu d'impuissance en ce moment de MM. De Wever et Jambon avec ce qui se passe à Anvers.

Plus largement, il manque plus de 4.000 policiers de proximité dans le

pays.

La mobilité : cruciale à Bruxelles, c'est un devoir.

L'enseignement : il faut poursuivre absolument le Pacte d'excellence au-delà de cette législature.

Alors, à côté, le jeu des alliances...

Il n'empêche : Olivier Chastel dit qu'il veut gouverner encore avec votre parti, et vous restez de marbre ?

Je n'ai pas besoin de la presse pour parler avec lui. Mais poursuivre les réformes nécessaires en Wallonie, sur le socio-économique, aussi sur la gouvernance, clairement, oui, j'en ai envie, nous en avons besoin, et je salue le travail effectué par le nouveau gouvernement wallon.

Paul Magnette soutient que vous ne dites plus : « Jamais avec la N-VA », comme vous l'aviez dit jadis...

C'est l'hôpital qui se moque de la charité !, et dans le cas de M. Magnette, l'hôpital, c'est l'ISPPC de Charleroi... Moi,

j'avais annoncé avant les élections de 2014 que je n'irais pas avec la N-VA et j'ai respecté ce choix après les élections. Je n'ai jamais entendu ni M. Magnette ni M. Di Rupo être aussi affirmatifs. Un gouvernement fédéral doit normalement avoir comme passion la défense de son propre pays et comme conviction profonde le fait que la Belgique a une plus-value, alors... Mais enfin, toutes ces questions d'alliances, franchement ! Vous croyez une seule seconde qu'on m'arrête dans la rue à Bastogne, à Namur, à Liège, à Bruxelles ou en Flandre en me disant : « M. Lutgen, vous allez faire une alliance avec qui ? »

Cela étant, je dis ceci très clairement à tout le monde : oui, il y a une possibilité de proposer un projet fort pour le pays en matière économique, sociale, environnementale, sur le plan humain, sans le PS et sans la N-VA. En jeu, il y a le redressement de la Wallonie et de Bruxelles, qui non seulement répond aux besoins des gens - en emploi, logement, mobilité, etc. - mais qui est gage d'unité pour notre pays.

Au passage, vous placez PS et N-VA dans le même sac.

Je dis qu'il y a un problème N-VA important du côté francophone et un problème PS qui restait très important au nord du pays. En 2014, il était possible de faire

une coalition sans les deux que je viens de citer. Il n'y a pas de fatalité N-VA. Moi, je suis un patriote, c'est l'amour de mon pays, et je rejette le nationalisme, le rejet de l'autre - je cite là Romain Gary. Pensez à ce qui se passe en Hongrie, en Pologne, en Autriche, en Suède, en Italie, aux Pays-Bas... C'est par des politiques concrètes que l'on répond efficacement aux tweets absurdes ou à vomir de M. Francken, comme aux populismes qui montent en Europe.

Ces populismes « qui montent », placez le curseur...

Je n'ai jamais cru que j'allais vivre ça, que je verrais un tel basculement dans le populisme et le rejet de l'autre. Ça donne froid dans le dos et cela requiert de nous mobiliser.

Je n'ai pas « la » réponse, « la » vérité sur les causes de cette poussée populiste, mais il y a eu des politiques interpellantes ces dernières années... La Commission européenne a pris des décisions qui ont créé la concurrence entre les êtres humains ! - je pense par exemple au détachement des travailleurs... Il y a toute une série de décisions comme ça. La libéralisation du rail, de l'énergie, avec des services qui ne sont plus rendus à la population. Chez nous, la Poste dit qu'elle n'est pas sûre d'assurer le service tous les jours... Mais ce n'est pas qu'un service, ça touche la démocratie ! Les gens ne se sentent pas respectés. L'Etat doit être présent, les services publics, être performants.

Certains diront que ce sont des propos « de gauche »...

Ils les classeront où ils voudront, peu importe... Moi, je ne suis pas pour tout

étatiser, l'Etat ne doit pas se substituer au privé, mais il doit tenir son rôle, on doit assurer le service public, garantir l'accès à un logement. Prenez la téléphonie, internet : les opérateurs doivent avoir des obligations, ne délaissier aucun territoire. Je vous ai dit ce que je pensais

de la politique fédérale en soins de santé : si la société développée n'est plus ou pas capable d'être solidaire vis-à-vis de ceux qui sont malades, là, on est dans une dérive grave. Les mesures prises au fédéral sont hyperdestructrices de la solidarité entre les gens et de la confiance dans leur pays.

Le populisme et les extrémismes se nourrissent de tout cela, c'est ma conviction. Et une fracture peut intervenir entre celles et ceux qui voient la mondialisation comme une formidable opportunité, parce que ça va leur permettre de voyager, de faire du business, de monter des projets, et celles et ceux qui en ont une peur absolue parce qu'ils vont

être broyés par le système, parce qu'ils n'ont pas les codes et les moyens. On est dans des années grises.

A propos d'« années grises », le parti d'Orban, le Fidesz, est une composante du PPE, le Parti populaire européen, auquel appartient le CDH...

En effet, mais j'ai écrit à plusieurs reprises aux responsables du PPE pour dire que ce monsieur n'avait rien à y faire ! Moi, je suis du PPE de Mme Merkel et, que je sache, elle a un peu plus de poids politique que M. Orban. Mais, oui, pour nous, il doit être écarté, et je réitère ma demande au PPE. ■

Propos recueillis par
DAVID COPPI
BERNARD DEMONTY

« C'est par des politiques concrètes que l'on répond aux tweets absurdes ou à vomir de M. Francken »

CONCEPT

« Soyons bienveillants »

Vous avez un concept-clé...

Oui, la bienveillance. Ne pas confondre avec la naïveté ou un manque de lucidité. Étymologiquement, c'est lié au bénévolat, au respect de l'autre plutôt que d'être dans l'insulte.

Ce n'est pas l'image de la politique.

En effet. Et je le dis : je ne suis pas parfait, il m'arrivera encore de ne pas être bienveillant, mais j'ai la volonté de l'être, qui est celle de tous au CDH. Il faut se méfier de la perfection. Cela étant, dire la vérité ou ce qu'on pense, ce n'est pas malveillant. La bienveillance n'empêche pas d'être critique. La malveillance, c'est ce qui se passe avec la présentatrice de la météo de la RTBF : ça, c'est malveillant, ordurier. Cela montre la part d'ombre des réseaux sociaux, cette parole libérée, dégueulasse qu'on voit un peu partout. J'appelle à ce qu'on poursuive ces gens, qu'on les condamne lourdement. Parce que pour le moment, c'est l'impunité.

D.CI ET B.DY

14 octobre « Les candidats locaux, héros de la politique ! »

Grosse séquence électorale 2018-2019 : on en oublierait presque les communales du 14 octobre...

Et je ne veux pas, moi, que l'on mette de côté l'élection locale ! On est déjà en train de parler de l'élection régionale et fédérale, de passer à « autre chose », du genre : l'élection communale, n'exagérons rien... Non ! C'est un rendez-vous démocratique très important. Le territoire local permet de répondre à toute une série d'enjeux, sécurité, aménagement, logement, enjeux climatiques également, et c'est là aussi que l'on rend des comptes à la population, concrètement, par rapport à ce que l'on avait promis auparavant, il y a six ans en l'occurrence. Les gens voient si on est solides ou farfelus.

L'engagement local, c'est une belle réponse au populisme. Et je veux souligner que l'immense majorité des mandataires locaux perdent de l'argent en s'engageant. Un conseiller communal, chez moi, il gagne moins de 75 euros brut par mois, il fait 10 mois par an...

C'est cela, le terreau démocratique. Les candidats et les élus locaux sont les vrais héros de la politique. Des citoyens engagés qui prennent leurs responsabilités. J'ai envie de les applaudir, je dis bravo, et c'est vrai dans tous les partis démocratiques... Alors, à tous ces gens, on ne va quand même pas leur voler l'élection communale avec des spéculations tout le temps sur les alliances en 2019, sur les scores des uns et des autres !

A propos de « scores », Défi et Ecolo

grignotent au centre, quid du CDH ?

Rendez-vous dans les urnes dans un mois. On verra alors quelle est la première formation politique francophone, la deuxième, la troisième... J'ai l'habitude des mauvais sondages et des bons résultats, j'espère que les derniers sondages seront mauvais... C'est presque un gri-gri.

Le CDH est le parti le moins présent avec son étiquette dans cette campagne communale. Il se cache derrière

toutes sortes de listes citoyennes.

Vous assumez ?

Il y a des musiques que l'on fait entendre et que l'on n'arrive pas à arrêter... Comme celle-là, avec votre question. Mais enfin, relisez mon intervention publiquement, in tempore non

suspecto, il y a un an, devant les membres du parti, où j'avais lancé : « Composez des listes d'ouverture ! » Oui, je le réaffirme : faites venir de nouvelles candidates, de nouveaux candidats, rassemblez des personnes de sensibilités différentes.

Où est le problème ? Dites-moi ? En restant entre nous dans nos certitudes, on va où ? On essaie d'avoir les listes les plus représentatives, les plus proactives. Et j'ai la profonde conviction que lorsque les personnes ne se sentent plus représentées, alors elles peuvent verser dans le pire. Allez voir les scores de l'extrême gauche et de l'extrême droite dans les territoires abandonnés... ■

Propos recueillis par
D.CI ET B.DY

ANALYSE

Alerte

Ne lui parlez pas des alliances, il a choisi en juin 2017 pour ce qui concerne la Wallonie – exit les socialistes – et il affine aujourd’hui pour le fédéral, avec un « ni ni » qui claque dans la campagne : ni N-VA ni PS ! Les deux sont renvoyés dos

à dos. Ça va faire plaisir – ce n’était pas le but, notez. Benoît Lutgen joue rouge, impair et manque. Qu’il est loin le CDH de Joëlle Milquet ! Voilà pour la scène belgo-belge. Un confetti sur le théâtre européen. Où, Benoît Lutgen le souligne, insiste, martèle, « le populisme monte comme jamais je ne l’avais imaginé, ça donne froid dans le dos... ». C’est le corps de son pro-

pos. L’alerte. On est dans les « années grises », dit-il. Bientôt les brunes ? Il raconte : « En 1984, j’avais 14 ans quand Le Pen avait fait plus de 10 % en France... J’avais les larmes aux yeux (NDLR : elles reviennent quand il en parle), la lutte contre le fascisme et tout rejet de l’autre est ancrée au plus profond de moi-même, pour plein de raisons, ma

réalité familiale, de territoire, etc., et je me dis : comment est-ce possible, un aussi beau pays... »

D.CI ET B.DY

La réponse de Lutgen à Di Rupo

« Quelle sera votre prochaine trahison ? »

« Ce jeudi matin, j’entendais que Trump dénonçait la trahison de celui qui a publié une tribune anonyme ultra-critique dans le “New York Times”... Moi, je n’ai pas écrit de tribune anonyme ! Je pense que quand on n’a plus d’argument de fond, on essaie de mettre des étiquettes sur la tête des gens : “Trahison !” Et je vais dire une chose : Elio Di Rupo est politiquement élégant, je le pense vraiment. Il doit arrêter de venir avec cela, et s’exprimer sur le fond. Il le sait très bien. S’il est sincère par rapport à ce qui s’est passé en 2017, il sait que les alertes avaient été données en temps et en heure. J’avais passé avec lui un contrat de majorité en 2014, et ce contrat n’était plus respecté. Le Samusocial à Bruxelles, l’ISPPC à Charleroi, et l’immobilisme du ministre-président de l’époque, Paul Magnette, ont entraîné cette décision inéluctable. »